



## PREFECTURE DU DOUBS

DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

**ARRETE 2008/DDD5/ N° 2008 0707 03186**

- **OBJET :** Arrêté préfectoral autorisant  
S.N.C. EUROVIA ALSACE FRANCHE-COMTE,  
à exploiter une centrale temporaire mobile d'enrobé à chaud  
sur le territoire de la commune de BROGNARD.

**LE PREFET DE LA REGION  
FRANCHE-COMTE  
PREFET DU DOUBS  
Officier de la Légion d'Honneur**

**VU :**

- le Code de l'Environnement et notamment le livre V ;
- la nomenclature des Installations Classées ;
- le décret n° 2004.374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- la demande en date du 29 novembre 2007 de la S.N.C. EUROVIA ALSACE FRANCHE-COMTE, complétée le 31 mars 2008, sollicitant l'autorisation d'exploiter de manière temporaire une centrale mobile d'enrobage destinée à fabriquer à chaud des enrobés bitumineux au lieu-dit « Prés Nabonds » sur le territoire de la commune de BROGNARD ;
- le dossier déposé à l'appui de cette demande,
- le rapport et les propositions en date du 4 avril 2008 de l'Inspection des Installations Classées ;
- l'avis en date du 28 avril 2008 du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (C.O.D.E.R.S.T.) au cours duquel le demandeur a été entendu (a eu la possibilité d'être entendu) ;
- le projet d'arrêté porté le 26 mai 2008 à la connaissance du demandeur ;
- Considérant qu'aux termes de l'article L. 512-1 du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

- Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général du Doubs ;

# **ARRÊTE**

## **TITRE I**

### **PORTEE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GENERALES**

#### **CHAPITRE 1.1 – Bénéficiaire et portée de l'autorisation**

##### **ARTICLE 1.1.1. – EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION**

La S.N.C. EUROVIA ALSACE FRANCHE-COMTE dont le siège social est situé 84 rue de l'Oberharth - 68027 COLMAR est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter **à titre temporaire** sur le territoire de la commune de BROGNARD, les installations détaillées dans les articles ci-après.

##### **ARTICLE 1.1.2. – SANS OBJET**

##### **ARTICLE 1.1.3. – INSTALLATIONS NON VISEES PAR LA NOMENCLATURE OU SOUMISES A DECLARATION**

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

## CHAPITRE 1.2 – Nature des installations

### ARTICLE 1.2.1. – LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNEES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSEES :

Rubrique	Alinéa	AS, A, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
2521	1	A	Centrale d'enrobage au bitume de matériaux routiers à chaud	Poste d'enrobage continu, TSM-R 25 MAJOR de capacité nominale moyenne 315 T/h avec 2 brûleurs au fioul lourd à air (2 x 15,7MW),	Sans critère si à chaud				
2910	A.2	NC	Installation de combustion	Une chaudière au FOD pour réchauffage des citernes et des canalisations de bitume	Puissance thermique maximale	2	MW	0,8	MW
1520	2	D	Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses (dépôts de)	- 1 cuve de stockage de bitume d'une capacité de 125 m <sup>3</sup> - 1 cuve de stockage de bitume d'une capacité de 50 m <sup>3</sup>	Quantité totale	50	t	175	t
2920	2.b	D	Réfrigération ou compression (installations de) fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 <sup>5</sup> Pa	- 1 compresseur d'air principal d'une puissance de 55 kW, - 1 compresseur d'air secondaire d'une puissance de 18 kW	Puissance totale absorbée	50	kW	73	kW
2915	2.b	D	Chauffage (procédés de) utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles lorsque la température d'utilisation est inférieure au point éclair des fluides	Maintien du bitume en température par serpentins contenant de l'huile à 200 °C et dont le PE > 218 °C	Quantité totale de fluide mesurée à 25 °C	250	l	3000	l
2517	b	D	Station de transit de produits minéraux solides, à l'exclusion de ceux visés par d'autres rubriques	Stockage des granulats entrant dans la composition des enrobés	Capacité de stockage	15000	m <sup>3</sup>	70000	m <sup>3</sup>
1432	2.b	NC	Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de).	- 1 cuve de fuel lourd de 60 m <sup>3</sup> , - 2 cuves de FOD de 5 m <sup>3</sup> chacune	Capacité totale équivalente	10	m <sup>3</sup>	6	m <sup>3</sup>

A (autorisation) ou S (Autorisation avec Servitudes d'utilité publique) ou D (déclaration, NC (non classé))

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

### ARTICLE 1.2.2. – SITUATION DE L'ETABLISSEMENT

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Communes	Parcelles
BROGNARD	Section UY1i Parcelles n° 147 et 148

Les installations citées à l'article 1.2.1 ci-dessus sont reportées sur le plan de situation de l'établissement en annexe I au présent arrêté.

### ARTICLE 1.2.3. – SANS OBJET

### ARTICLE 1.2.4. – CONSISTANCE DES INSTALLATIONS AUTORISEES

Sur ce site, l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

- une grande zone de stockage des granulats couvrant toute la moitié nord du site ;
- une plate forme d'environ 3000 m<sup>2</sup> (au sud du site) sur laquelle sera implantée la centrale mobile d'enrobage à chaud commandée à partir d'une cabine et composée en particulier des éléments suivants :
  - le parc à liants de la centrale mobile qui comprend :
    - 1 ensemble de citernes monté sur remorque comprenant 1 citerne de bitume (50 m<sup>3</sup>), une citerne de fuel lourd (60 m<sup>3</sup>) et une citerne de FOD (5 m<sup>3</sup>) nécessaire au fonctionnement de la centrale,
    - 1 citerne de bitume (125 m<sup>3</sup>) montée sur remorque,
  - 1 ensemble de prédoseurs des agrégats avec tapis de reprise,
  - 1 tambour sécheur malaxeur (bitume + agrégats) avec brûleur,
  - 1 système de filtre à manches textiles,
  - 1 ensemble de stockage et dosage de filler,
  - 1 cheminée de 13 m pour l'évacuation des gaz,
  - 1 trémie de stockage des enrobés ;
- 1 bungalow atelier magasin et bureau ;
- 1 bungalow sanitaires et vestiaires du personnels.

## CHAPITRE 1.3 – Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

## **CHAPITRE 1.4 – Durée de l'autorisation**

### **ARTICLE 1.4.1. – DUREE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de six mois à compter de la date de notification du présent arrêté. Cette autorisation temporaire n'est renouvelable qu'une seule fois.

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans, sauf cas de force majeure.

## **CHAPITRE 1.5 – Sans objet**

## **CHAPITRE 1.6 – Sans objet**

## **CHAPITRE 1.7 – Modifications et cessation d'activité**

### **ARTICLE 1.7.1. – PORTER A CONNAISSANCE**

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

### **ARTICLE 1.7.2. – SANS OBJET**

### **ARTICLE 1.7.3. – SANS OBJET**

### **ARTICLE 1.7.4. – TRANSFERT SUR UN AUTRE EMPLACEMENT**

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou déclaration.

### **ARTICLE 1.7.5. – CHANGEMENT D'EXPLOITANT**

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitant.

## **ARTICLE 1.7.6. – CESSATION D'ACTIVITE**

Sans préjudice des mesures de l'article R 512- 74 du code de l'environnement pour l'application des articles R 512-75 à R 512-79, l'installation sera enlevée et le terrain remis dans l'état qui préexistait avant l'exploitation de la centrale d'enrobage et conserve une destination industrielle.

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- ◆ l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- ◆ des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- ◆ la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- ◆ la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon le(s) usage(s) prévu(s) au premier alinéa du présent article.

## **CHAPITRE 1.8 – Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative :

- 1° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;
- 2° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une Installation Classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

## **CHAPITRE 1.9 – Arrêtés, circulaires, instructions applicables**

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous :

Dates	Textes
16/02/06	Arrêté ministériel du 16 février 2006 modifiant l'arrêté du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n°2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets.
20/12/05	Arrêté ministériel du 20 décembre 2005 relatif à la déclaration annuelle à l'administration, pris en application des articles 3 et 5 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets.
07/07/05	Arrêté ministériel du 7 juillet 2005 fixant le contenu des registres mentionnés à l'article 2 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets et concernant les déchets dangereux et les déchets autres que dangereux ou radioactifs.
02/02/98	Arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement soumises à autorisation.
23/01/97	Arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.
31/03/80	Arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les Installations Classées susceptibles de présenter des risques d'explosion.

## **CHAPITRE 1.10 – Respect des autres législations et réglementations**

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le Code Minier, le Code Civil, le Code de l'Urbanisme, le Code du Travail, le Code de la Construction et de l'Habitation et le Code Général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.



## **TITRE II**

### **GESTION DE L'ETABLISSEMENT**

#### **CHAPITRE 2.1 – Exploitation des installations**

##### **ARTICLE 2.1.1. – OBJECTIFS GENERAUX**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.

##### **ARTICLE 2.1.2. – CONSIGNES D'EXPLOITATION**

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation doit se faire sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

#### **CHAPITRE 2.2 – Réserves de produits ou matières consommables**

##### **ARTICLE 2.2.1. – RESERVES DE PRODUITS**

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

## **CHAPITRE 2.3 – Intégration dans le paysage**

### **ARTICLE 2.3.1. – PROPRETE**

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

### **ARTICLE 2.3.2. – ESTHETIQUE**

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture,.....).

## **CHAPITRE 2.4 – Danger ou nuisances non prévenus**

Tout danger ou nuisance non susceptibles d'être prévenus par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

## **CHAPITRE 2.5 – Incidents ou accidents**

### **ARTICLE 2.5.1. – DECLARATION ET RAPPORT**

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'Inspection des Installations Classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des Installations Classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des Installations Classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des Installations Classées.

## **CHAPITRE 2.6 – Documents tenus à la disposition de l'inspection**

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour,

- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, ainsi que les textes applicables visés à l'article 1.1.3 et au chapitre 1.9 du présent arrêté,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant toute la durée de la présente autorisation temporaire et conservé par l'exploitant durant 5 années au minimum.

## **CHAPITRE 2.7 – Sans objet**

### **TITRE III**

## **PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE**

### **CHAPITRE 3.1 – Conception des installations**

#### **ARTICLE 3.1.1. – DISPOSITIONS GENERALES**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

### **ARTICLE 3.1.2. – POLLUTIONS ACCIDENTELLES**

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne devraient être tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

### **ARTICLE 3.1.3. – ODEURS**

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

### **ARTICLE 3.1.4. – VOIES DE CIRCULATION**

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin,
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

### **ARTICLE 3.1.5. – EMISSIONS DIFFUSES ET ENVOLS DE POUSSIÈRES**

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).

## CHAPITRE 3.2 – CONDITIONS DE REJET

### ARTICLE 3.2.1. – DISPOSITIONS GENERALES

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. La dilution des rejets atmosphériques est interdite, sauf lorsqu'elle est nécessaire pour refroidir les effluents en vue de leur traitement avant rejet (protection des filtres à manches...).

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions des normes NF 44-052 et EN 13284-1 sont respectées.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.

### ARTICLE 3.2.2. – CONDUITS ET INSTALLATIONS RACCORDEES

N° de conduit	Installations raccordées	Puissance ou capacité	Combustible	Autres caractéristiques
1	Centrale d'enrobage TSM-R 25 MAJOR	Puissance totale des 2 brûleurs : 31,4 kW ; Capacité nominale moyenne : 315 t/h	Fuel lourd à très basse teneur en soufre (< 1%)	Néant

### ARTICLE 3.2.3. – CONDITIONS GENERALES DE REJET

	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit nominal en Nm <sup>3</sup> /h	Vitesse mini d'éjection en m/s
Conduit N° 1	13	1,35	38410	8

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) sur gaz humide.

### ARTICLE 3.2.4. – VALEURS LIMITES DES CONCENTRATIONS DANS LES REJETS ATMOSPHERIQUES

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) sur gaz humide.

Concentrations instantanées en mg/Nm <sup>3</sup>	Conduit N°1
Poussières	50
SO <sub>2</sub>	300
NO <sub>x</sub> en équivalent NO <sub>2</sub>	500

### ARTICLE 3.2.4. – VALEURS LIMITES DES FLUX DE POLLUANTS REJETES

On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :

	Conduit N° 1
Flux	g/h
Poussières	500
SO <sub>2</sub>	1500
NO <sub>x</sub> en équivalent NO <sub>2</sub>	5000

## **TITRE IV**

# **PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES**

### **CHAPITRE 4.1 – Prélèvements et consommations d'eau**

#### **ARTICLE 4.1.1. – ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU**

Aucune consommation d'eau n'est nécessaire au fonctionnement du poste d'enrobage.  
L'eau potable est fournie par l'entreprise sous forme de fontaine à eau.

#### **ARTICLE 4.1.2. – SANS OBJET**

#### **ARTICLE 4.1.3. – SANS OBJET**

#### **ARTICLE 4.1.4. – SANS OBJET**

### **CHAPITRE 4.2 – Collecte des effluents liquides**

#### **ARTICLE 4.2.1. – DISPOSITIONS GENERALES**

Tous les effluents aqueux (hormis les eaux pluviales non susceptibles d'être polluées) sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu aux chapitres 4.2 et 4.3 ou non conforme à leurs dispositions est interdit.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

#### **ARTICLE 4.2.2. – PLAN DES RESEAUX**

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan du réseau de collecte doit notamment faire apparaître :

- les secteurs collectés et les réseaux associés,
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),
- les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

### **ARTICLE 4.2.3. – ENTRETIEN ET SURVEILLANCE**

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

### **ARTICLE 4.2.4. – PROTECTION DES RESEAUX INTERNES A L'ETABLISSEMENT**

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

#### **4.2.4.1 – Protection contre des risques spécifiques**

Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

#### **4.2.4.2 – Isolement avec les milieux**

Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

## **CHAPITRE 4.3 – Types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration et leurs caractéristiques de rejet au milieu**

### **ARTICLE 4.3.1. – IDENTIFICATION DES EFFLUENTS**

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

1. les eaux usées sanitaires ;
2. les eaux pluviales susceptibles d'être polluées provenant en particulier de la plate forme, des zones de circulations des P.L. et de la zone de dépotage ;
3. les eaux pluviales non susceptibles d'être polluées.

### **ARTICLE 4.3.2. – COLLECTE DES EFFLUENTS**

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.



La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixés par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

#### **ARTICLE 4.3.3. – GESTION DES OUVRAGES : CONCEPTION, DYSFONCTIONNEMENT**

La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

#### **ARTICLE 4.3.4. – ENTRETIEN ET CONDUITE DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT**

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre.

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

#### **ARTICLE 4.3.5. – LOCALISATION DES POINTS DE REJET VISES PAR LE PRESENT ARRETE**

Tout rejet d'eaux industrielles est formellement interdit.

Les eaux pluviales non susceptibles d'être polluées ne sont pas collectées : elles s'infiltrent directement dans le sol de la propriété.

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au point de rejet qui présente les caractéristiques suivantes :

<b>Point de rejet</b>	<b>Point de rejet N° 1</b>
Nature des effluents	Eaux susceptibles d'être polluées
Traitement avant rejet	Décanteur -déshuileur
Lieu du rejet	Réseau communal d'évacuation des eaux pluviales

## **ARTICLE 4.3.6. – CONCEPTION, AMENAGEMENT ET EQUIPEMENT DES OUVRAGES DE REJET**

### **4.3.6.1 – Conception**

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet.

### **4.3.6.2 – Aménagement**

#### **4.3.6.2.1 – Aménagement des points de prélèvements**

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

#### **4.3.6.2.2. Section de mesure**

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

### **4.3.6.3. Sans objet**

## **ARTICLE 4.3.7. – SANS OBJET**

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température : <30°C
- pH : compris entre 5,5 et 8,5
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mgPt/l ;

**ARTICLE 4.3.8. – SANS OBJET****ARTICLE 4.3.9. – SANS OBJET****ARTICLE 4.3.10. – VALEURS LIMITES D'EMISSION DES EAUX DOMESTIQUES**

Les eaux domestiques sont évacuées et éliminées par l'intermédiaire d'une société spécialisée.

**ARTICLE 4.3.11. – EAUX PLUVIALES SUSCEPTIBLES D'ETRE POLLUEES**

Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté.

**ARTICLE 4.3.12. – VALEURS LIMITES DES EAUX EXCLUSIVEMENT PLUVIALES**

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les limites en concentration ci-dessous définies :

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N° 1

Paramètre	Concentration moyenne journalière (mg/l)
MEST	100
DCO	300
DBO5	100
Hydrocarbures totaux	5
Pb	0,5

**ARTICLE 4.3.13. – SANS OBJET**

## **TITRE V**

### **DECHETS**

#### **CHAPITRE 5.1 – PRINCIPES DE GESTION**

##### **ARTICLE 5.1.1. – LIMITATION DE LA PRODUCTION DE DECHETS**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et en limiter la production.

##### **ARTICLE 5.1.2. – SEPARATION DES DECHETS**

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.

Les déchets d'emballage visés par le décret 94-609 sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les huiles usagées doivent être éliminées conformément au décret n° 79-981 du 21 novembre 1979, modifié, portant réglementation de la récupération des huiles usagées et ses textes d'application (arrêté ministériel du 28 janvier 1999). Elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions du décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 et de l'article 8 du décret n° 99-374 du 12 mai 1999, modifié, relatif à la mise sur le marché des piles et accumulateurs et à leur élimination.

Les pneumatiques usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions du décret n° 2002-1563 du 24 décembre 2002 ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les huiles usagées doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations d'élimination).

##### **ARTICLE 5.1.3. – CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS D'ENTREPOSAGE INTERNES DES DECHETS**

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires de transit de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

La quantité de déchets entreposés sur le site ne doit pas dépasser la capacité mensuelle produite ou un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination.

#### **ARTICLE 5.1.4. – DECHETS TRAITES OU ELIMINES A L'EXTERIEUR DE L'ETABLISSEMENT**

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

#### **ARTICLE 5.1.5. – DECHETS TRAITES OU ELIMINES A L'INTERIEUR DE L'ETABLISSEMENT**

A l'exception des installations spécifiquement autorisées, toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdite.

#### **ARTICLE 5.1.6. – TRANSPORT**

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2005 modifié fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionnés à l'article 4 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005 susvisé.

Les opérations de transport de déchets doivent respecter les dispositions du décret n° 98-679 du 30 juillet 1998 relatif au transport par route au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

#### **ARTICLE 5.1.7. – SANS OBJET**

#### **ARTICLE 5.1.8. – SANS OBJET**

#### **ARTICLE 5.1.9. – SANS OBJET**

## **TITRE VI**

# **PREVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS**

## **CHAPITRE 6.1 – DISPOSITIONS GENERALES**

### **ARTICLE 6.1.1. – AMENAGEMENTS**

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V titre I du code de l'environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les Installations Classées sont applicables.

Préalablement à la mise en exploitation de la centrale mobile d'enrobage à chaud, l'exploitant est tenu de mettre en place, en limite est du site (du côté de la société SNOP), un merlon de terre d'a minima 3 mètres de hauteur et long de 35 mètres qui sera entretenu et laissé en place tout au long de l'exploitation.

### **ARTICLE 6.1.2. – VEHICULES ET ENGINS**

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier doivent répondre aux dispositions du décret n° 95-79 du 23 janvier 1995 et des textes pris pour son application).

### **ARTICLE 6.1.3. – APPAREILS DE COMMUNICATION**

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênants pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

## CHAPITRE 6.2 – NIVEAUX ACOUSTIQUES

### ARTICLE 6.2.1. – VALEURS LIMITES D'EMERGENCE

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

### ARTICLE 6.2.2. – NIVEAUX LIMITES DE BRUIT

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PERIODES	PERIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	PERIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible		
Point de mesure n°1	69 dB(A)	59 dB(A)
Point de mesure n° 2	59 dB(A)	50 dB(A)

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau figurant à l'article 6.2.1, dans les zones à émergence réglementée.

Les zones à émergence réglementée ainsi que les points n° 1 et n° 2 sont définis sur le plan annexé en annexe II au présent arrêté.

## CHAPITRE 6.3 – VIBRATIONS

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

## **TITRE VII**

# **PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES**

## **CHAPITRE 7.1 – CARACTERISATION DES RISQUES**

### **ARTICLE 7.1.1. – SANS OBJET**

### **ARTICLE 7.1.2. – ZONAGE DES DANGERS INTERNES A L'ETABLISSEMENT**

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.

### **ARTICLE 7.1.3. – SANS OBJET**

## **CHAPITRE 7.2 – INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS**

### **ARTICLE 7.2.1. – ACCES ET CIRCULATION DANS L'ETABLISSEMENT**

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté en tout temps.

L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.

#### **7.2.1.1. - Gardiennage et contrôle des accès**

Aucune personne étrangère à l'établissement ne doit avoir libre accès aux installations.



**7.2.1.2. – Sans objet****ARTICLE 7.2.2. – SANS OBJET****ARTICLE 7.2.3. – INSTALLATIONS ELECTRIQUES – MISE A LA TERRE**

Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

**ARTICLE 7.2.4. – SANS OBJET****ARTICLE 7.2.5. – SANS OBJET****ARTICLE 7.2.6. – AUTRE RISQUE NATUREL**

Les installations sont protégées contre les conséquences d'inondation. A cet effet, la plateforme d'implantation de la centrale d'enrobage mobile devra avoir une cote minimale de 322,80 m, le nivellement de la zone étant réalisé à l'aide de grave non traité (GNT).

**ARTICLE 7.2.7. – SANS OBJET**

## **CHAPITRE 7.3 – GESTION DES OPERATIONS PORTANT SUR DES SUBSTANCES DANGEREUSES**

**ARTICLE 7.3.1. – CONSIGNES D'EXPLOITATION DESTINEES A PREVENIR LES ACCIDENTS**

Les opérations comportant des manipulations susceptibles de créer des risques, en raison de leur nature ou de leur proximité avec des installations dangereuses, et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites et contrôlées.

Ces consignes doivent notamment indiquer :

- l'interdiction de fumer ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque à proximité du dépôt ;

- l'obligation du « permis d'intervention » ou « permis de feu » ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment) ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours.

### **ARTICLE 7.3.2. – INTERDICTION DE FEUX**

Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique.

### **ARTICLE 7.3.3. – FORMATION DU PERSONNEL**

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

### **ARTICLE 7.3.4. – TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE MAINTENANCE**

Tous travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de conduite et de surveillance à adopter.

Les travaux font l'objet d'un permis délivré par une personne dûment habilitée et nommément désignée.

#### **7.3.4.1. – « Permis d'intervention » ou « permis de feu »**

Les travaux conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière.

Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant ou le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure.

### **ARTICLE 7.3.5. – SANS OBJET**

## **CHAPITRE 7.4 – SANS OBJET**

## **CHAPITRE 7.5 – PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES**

### **ARTICLE 7.5.1. – ORGANISATION DE L'ETABLISSEMENT**

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.

### **ARTICLE 7.5.2. – ETIQUETAGE DES SUBSTANCES ET PREPARATIONS DANGEREUSES**

Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800 l portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

### **ARTICLE 7.5.3. – RETENTIONS**

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols (en particulier le stockage de liants) est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques.

#### **ARTICLE 7.5.4 – RESERVOIRS**

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse.

Les canalisations doivent être installées à l'abri des chocs et donner toutes garanties de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques. Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt, isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

#### **ARTICLE 7.5.5 – REGLES DE GESTION DES STOCKAGES EN RETENTION**

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés, et pour les liquides inflammables dans le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.

#### **ARTICLE 7.5.6 – STOCKAGE SUR LES LIEUX D'EMPLOI**

Les matières premières, produits intermédiaires et produits finis considérés comme des substances ou des préparations dangereuses sont limités en quantité stockée et utilisée dans les ateliers au minimum technique permettant leur fonctionnement normal.

#### **ARTICLE 7.5.7 – TRANSPORTS – CHARGEMENTS - DECHARGEMENTS**

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

## **ARTICLE 7.5.8 – ELIMINATION DES SUBSTANCES OU PREPARATIONS DANGEREUSES**

L'élimination des substances ou préparations dangereuses récupérées en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée.

# **CHAPITRE 7.6 – MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS**

## **ARTICLE 7.6.1 – DEFINITION GENERALE DES MOYENS**

L'exploitant met en œuvre des moyens d'intervention conformes à l'étude de dangers.

## **ARTICLE 7.6.2 – ENTRETIEN DES MOYENS D'INTERVENTION**

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'Inspection des Installations Classées.

## **ARTICLE 7.6.3 – SANS OBJET**

## **ARTICLE 7.6.4 – RESSOURCES EN EAU ET MOUSSE**

L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets,
- a minima un poteau d'incendie normalisés NFS. 61.213, implantés conformément à la norme NFS. 62.200 pouvant fournir un débit de 1000 l/mn, sous une pression minimale de 1 bar durant 2 heures, situés à moins de 400 mètres de la partie de l'établissement la plus éloignée, mesurés en empruntant les voies accessibles en tout temps aux moyens de secours ou tout autre dispositif jugé équivalent par la Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours du Doubs.

**ARTICLE 7.6.5 – CONSIGNES DE SECURITE**

Sans préjudice des dispositions du Code du Travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation,
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.
- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.

**ARTICLE 7.6.6 – CONSIGNES GENERALES D'INTERVENTION**

Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.

**ARTICLE 7.6.7 – SANS OBJET****ARTICLE 7.6.8 – SANS OBJET****TITRE VIII****SANS OBJET**

# **TITRE IX**

## **SURVEILLANCE DES EMISSIONS ET DE LEURS EFFETS**

### **CHAPITRE 9.1 – PROGRAMME D'AUTOSURVEILLANCE**

#### **ARTICLE 9.1.1 – PRINCIPE ET OBJECTIFS DU PROGRAMME D'AUTOSURVEILLANCE**

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'autosurveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'Inspection des Installations Classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en terme de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'autosurveillance.

### **CHAPITRE 9.2 – MODALITES D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTOSURVEILLANCE**

#### **ARTICLE 9.2.1 – AUTOSURVEILLANCE DES EMISSIONS ATMOSPHERIQUES**

##### **9.2.1.1 – Autosurveillance des rejets atmosphériques**

Au cours du premier mois de fonctionnement de la centrale d'enrobage TSM-R 25 MAJOR, l'exploitant devra réaliser un contrôle des rejets atmosphériques au niveau du conduit N°1 défini à l'article 3.2.2. Les mesures porteront sur le flux et la concentration des paramètres mentionnés aux articles 3.2.3. et 3.2.4.

##### **9.2.1.2 – Sans objet**

##### **9.2.1.3 – Sans objet**

#### **ARTICLE 9.2.2 – SANS OBJET**

**ARTICLE 9.2.3 – SANS OBJET****ARTICLE 9.2.4 – SANS OBJET****ARTICLE 9.2.5 – SANS OBJET****ARTICLE 9.2.6 – SANS OBJET****ARTICLE 9.2.7 – AUTOSURVEILLANCE DES NIVEAUX SONORES**

Une mesure de la situation acoustique sera effectuée au cours du premier mois suivant la date de mise en service des installations par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera effectué par référence au plan en annexe II au présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspection des installations classées pourra demander.

## **CHAPITRE 9.3 – SUIVI, INTERPRETATION ET DIFFUSION DES RESULTATS**

**ARTICLE 9.3.1 – ACTIONS CORRECTIVES**

L'exploitant suit les résultats de mesures qu'il réalise en application du chapitre 9.2, notamment celles de son programme d'autosurveillance, les analyse et les interprète.

Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou un écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

**ARTICLE 9.3.2 – ANALYSE ET TRANSMISSION DES RESULTAT DE  
L'AUTOSURVEILLANCE**

Les résultats des mesures réalisées en application de l'article 9.2.1 sont transmis au Préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'améliorations.

**ARTICLE 9.3.3 – SANS OBJET****ARTICLE 9.3.4 SANS OBJET**



**ARTICLE 9.3.5 – ANALYSE ET TRANSMISSION DES RESULTAT DES MESURES DE NIVEAUX SONORES**

Les résultats des mesures réalisées en application de l'article 9.2.7 sont transmis au Préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'améliorations.

**CHAPITRE 9.4 – SANS OBJET****TITRE X****SANS OBJET**

## TITRE XI

### DISPOSITIONS A CARACTERE ADMINISTRATIF

#### ARTICLE 11. - NOTIFICATION ET PUBLICITE

Le présent arrêté sera notifié à S.N.C. EUROVIA ALSACE FRANCHE-COMTE.

Un extrait du présent arrêté sera affiché en permanence de façon lisible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un extrait sera publié, aux frais du demandeur, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département du Doubs et affiché en mairie de BROGNARD par les soins du Maire pendant un mois.

#### ARTICLE 12. - EXECUTION ET AMPLIATION

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Doubs, Monsieur le Sous Préfet de l'arrondissement de Montbéliard, Monsieur le Maire de BROGNARD ainsi que Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée :

- à Monsieur le Sous-Préfet de MONIBELIARD,
- au Maire de la commune de BROGNARD,
- au Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Franche-Comté – 21 b rue Alain Savary – 25005 BESANCON CEDEX,
- au Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Franche-Comté – Groupe de Subdivisions Nord Franche-Comté – 4 rue des Chênes – Zone Industrielle 90800 ARGIESANS.

07 JUL 2008

Besançon le,

Le Préfet

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général

Emmanuel BOULOC

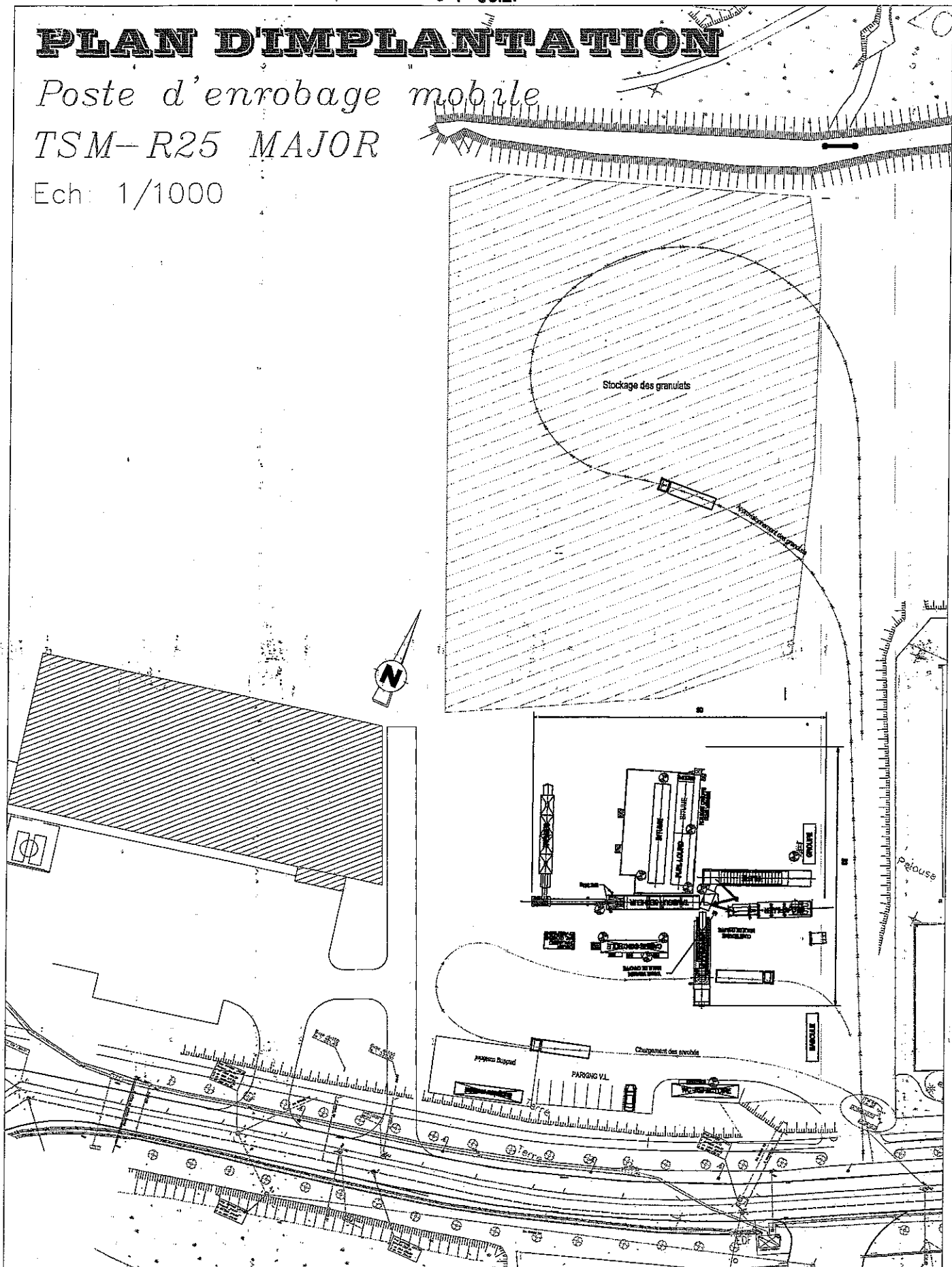
## SOMMAIRE

<b>TITRE I PORTEE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GENERALES</b>	<b>3</b>
CHAPITRE 1.1 – BENEFICIAIRE ET PORTEE DE L'AUTORISATION	3
ARTICLE 1.1.1. – <i>EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION</i>	3
ARTICLE 1.1.2. – <i>SANS OBJET</i>	3
ARTICLE 1.1.3. – <i>INSTALLATIONS NON VISEES PAR LA NOMENCLATURE OU SOUMISES A DECLARATION</i>	3
CHAPITRE 1.2 – NATURE DES INSTALLATIONS	4
ARTICLE 1.2.1. – <i>LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNEES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSEES</i>	4
ARTICLE 1.2.2. – <i>SITUATION DE L'ETABLISSEMENT</i>	5
ARTICLE 1.2.3. – <i>SANS OBJET</i>	5
ARTICLE 1.2.4. – <i>CONSISTANCE DES INSTALLATIONS AUTORISEES</i>	5
CHAPITRE 1.3 – CONFORMITE AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION	5
CHAPITRE 1.4 – DUREE DE L'AUTORISATION	6
ARTICLE 1.4.1. – <i>DUREE DE L'AUTORISATION</i>	6
CHAPITRE 1.5 – SANS OBJET	6
CHAPITRE 1.6 – SANS OBJET	6
CHAPITRE 1.7 – MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITE	6
ARTICLE 1.7.1. – <i>PORTER A CONNAISSANCE</i>	6
ARTICLE 1.7.2. – <i>SANS OBJET</i>	6
ARTICLE 1.7.3. – <i>SANS OBJET</i>	6
ARTICLE 1.7.4. – <i>TRANSFERT SUR UN AUTRE EMPLACEMENT</i>	6
ARTICLE 1.7.5. – <i>CHANGEMENT D'EXPLOITANT</i>	6
ARTICLE 1.7.6. – <i>CESSATION D'ACTIVITE</i>	7
CHAPITRE 1.8 – DELAIS ET VOIES DE RECOURS	7
CHAPITRE 1.9 – ARRETES, CIRCULAIRES, INSTRUCTIONS APPLICABLES	8
CHAPITRE 1.10 – RESPECT DES AUTRES LEGISLATIONS ET REGLEMENTATIONS	8
<b>TITRE II GESTION DE L'ETABLISSEMENT</b>	<b>9</b>
CHAPITRE 2.1 – EXPLOITATION DES INSTALLATIONS	9
ARTICLE 2.1.1. – <i>OBJECTIFS GENERAUX</i>	9
ARTICLE 2.1.2. – <i>CONSIGNES D'EXPLOITATION</i>	9
CHAPITRE 2.2 – RESERVES DE PRODUITS OU MATIERES CONSOMMABLES	9
ARTICLE 2.2.1. – <i>RESERVES DE PRODUITS</i>	9
CHAPITRE 2.3 – INTEGRATION DANS LE PAYSAGE	10
ARTICLE 2.3.1. – <i>PROPRETE</i>	10
ARTICLE 2.3.2. – <i>ESTHETIQUE</i>	10
CHAPITRE 2.4 – DANGER OU NUISANCES NON PREVENUS	10
CHAPITRE 2.5 – INCIDENTS OU ACCIDENTS	10
ARTICLE 2.5.1. – <i>DECLARATION ET RAPPORT</i>	10
CHAPITRE 2.6 – DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION	10
CHAPITRE 2.7 – SANS OBJET	11
<b>TITRE III PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE</b>	<b>11</b>
CHAPITRE 3.1 – CONCEPTION DES INSTALLATIONS	11
ARTICLE 3.1.1. – <i>DISPOSITIONS GENERALES</i>	11
ARTICLE 3.1.2. – <i>POLLUTIONS ACCIDENTELLES</i>	12
ARTICLE 3.1.3. – <i>ODEURS</i>	12
ARTICLE 3.1.4. – <i>VOIES DE CIRCULATION</i>	12
ARTICLE 3.1.5. – <i>EMISSIONS DIFFUSES ET ENVOLS DE POUSSIERES</i>	12
CHAPITRE 3.2 – CONDITIONS DE REJET	13
ARTICLE 3.2.1. – <i>DISPOSITIONS GENERALES</i>	13
ARTICLE 3.2.2. – <i>CONDUITS ET INSTALLATIONS RACCORDEES</i>	13
ARTICLE 3.2.3. – <i>CONDITIONS GENERALES DE REJET</i>	14
ARTICLE 3.2.4. – <i>VALEURS LIMITEES DES CONCENTRATIONS DANS LES REJETS ATMOSPHERIQUES</i>	14
ARTICLE 3.2.4. – <i>VALEURS LIMITEES DES FLUX DE POLLUANTS REJETES</i>	14
<b>TITRE IV PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES</b>	<b>15</b>

CHAPITRE 4.1 – PRELEVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU	15
ARTICLE 4.1.1. – ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU	15
ARTICLE 4.1.2. – SANS OBJET	15
ARTICLE 4.1.3. – SANS OBJET	15
ARTICLE 4.1.4. – SANS OBJET	15
CHAPITRE 4.2 – COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES	15
ARTICLE 4.2.1. – DISPOSITIONS GENERALES	15
ARTICLE 4.2.2. – PLAN DES RESEAUX	15
ARTICLE 4.2.3. – ENTRETIEN ET SURVEILLANCE	16
ARTICLE 4.2.4. – PROTECTION DES RESEAUX INTERNES A L'ETABLISSEMENT	16
4.2.4.1 – Protection contre des risques spécifiques	16
4.2.4.2 – Isolement avec les milieux	16
CHAPITRE 4.3 – TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'EPURATION ET LEURS CARACTERISTIQUES DE REJET AU MILIEU	16
ARTICLE 4.3.1. – IDENTIFICATION DES EFFLUENTS	16
ARTICLE 4.3.2. – COLLECTE DES EFFLUENTS	16
ARTICLE 4.3.3. – GESTION DES OUVRAGES CONCEPTION, DYSFONCTIONNEMENT	17
ARTICLE 4.3.4. – ENTRETIEN ET CONDUITE DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT	17
ARTICLE 4.3.5. – LOCALISATION DES POINTS DE REJET VISES PAR LE PRESENT ARRETE	17
ARTICLE 4.3.6. – CONCEPTION, AMENAGEMENT ET EQUIPEMENT DES OUVRAGES DE REJET	18
4.3.6.1 – Conception	18
4.3.6.2 – Aménagement	18
4.3.6.3. Sans objet	18
ARTICLE 4.3.7. – SANS OBJET	18
ARTICLE 4.3.8. – SANS OBJET	19
ARTICLE 4.3.9. – SANS OBJET	19
ARTICLE 4.3.10. – VALEURS LIMITES D'EMISSION DES EAUX DOMESTIQUES	19
ARTICLE 4.3.11. – EAUX PLUVIALES SUSCEPTIBLES D'ETRE POLLUEES	19
ARTICLE 4.3.12. – VALEURS LIMITES DES EAUX EXCLUSIVEMENT PLUVIALES	19
ARTICLE 4.3.13. – SANS OBJET	19
TITRE V DECHETS	20
CHAPITRE 5.1 – PRINCIPES DE GESTION	20
ARTICLE 5.1.1. – LIMITATION DE LA PRODUCTION DE DECHETS	20
ARTICLE 5.1.2. – SEPARATION DES DECHETS	20
ARTICLE 5.1.3. – CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS D'ENTREPOSAGE INTERNES DES DECHETS	20
ARTICLE 5.1.4. – DECHETS TRAITES OU ELIMINES A L'EXTERIEUR DE L'ETABLISSEMENT	21
ARTICLE 5.1.5. – DECHETS TRAITES OU ELIMINES A L'INTERIEUR DE L'ETABLISSEMENT	21
ARTICLE 5.1.6. – TRANSPORT	21
ARTICLE 5.1.7. – SANS OBJET	21
ARTICLE 5.1.8. – SANS OBJET	21
ARTICLE 5.1.9. – SANS OBJET	21
TITRE VI PREVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS	22
CHAPITRE 6.1 – DISPOSITIONS GENERALES	22
ARTICLE 6.1.1. – AMENAGEMENTS	22
ARTICLE 6.1.2. – VEHICULES ET ENGINS	22
ARTICLE 6.1.3. – APPAREILS DE COMMUNICATION	22
CHAPITRE 6.2 – NIVEAUX ACOUSTIQUES	23
ARTICLE 6.2.1. – VALEURS LIMITES D'EMERGENCE	23
ARTICLE 6.2.2. – NIVEAUX LIMITES DE BRUIT	23
CHAPITRE 6.3 – VIBRATIONS	23
TITRE VII PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES	24
CHAPITRE 7.1 – CARACTERISATION DES RISQUES	24
ARTICLE 7.1.1. – SANS OBJET	24
ARTICLE 7.1.2. – ZONAGE DES DANGERS INTERNES A L'ETABLISSEMENT	24
ARTICLE 7.1.3. – SANS OBJET	24
CHAPITRE 7.2 – INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS	24
ARTICLE 7.2.1. – ACCES ET CIRCULATION DANS L'ETABLISSEMENT	24
7.2.1.1. – Gardiennage et contrôle des accès	24
7.2.1.2. – Sans objet	25
ARTICLE 7.2.2. – SANS OBJET	25
ARTICLE 7.2.3. – INSTALLATIONS ELECTRIQUES – MISE A LA TERRE	25

ARTICLE 7.2.4 – SANS OBJET	25
ARTICLE 7.2.5 – SANS OBJET	25
ARTICLE 7.2.6 – AUTRE RISQUE NATUREL	25
ARTICLE 7.2.7 – SANS OBJET	25
CHAPITRE 7.3 – GESTION DES OPERATIONS PORTANT SUR DES SUBSTANCES DANGEREUSES	25
ARTICLE 7.3.1 – CONSIGNES D'EXPLOITATION DESTINEES A PREVENIR LES ACCIDENTS	25
ARTICLE 7.3.2 – INTERDICTION DE FEUX	26
ARTICLE 7.3.3 – FORMATION DU PERSONNEL	26
ARTICLE 7.3.4 – TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE MAINTENANCE	26
7.3.4.1. – « Permis d'intervention » ou « permis de feu »	26
ARTICLE 7.3.5 – SANS OBJET	26
CHAPITRE 7.4 – SANS OBJET	27
CHAPITRE 7.5 – PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES	27
ARTICLE 7.5.1 – ORGANISATION DE L'ETABLISSEMENT	27
ARTICLE 7.5.2 – ETIQUETAGE DES SUBSTANCES ET PREPARATIONS DANGEREUSES	27
ARTICLE 7.5.3 – RETENTIONS	27
ARTICLE 7.5.4 – RESERVOIRS	28
ARTICLE 7.5.5 – REGLES DE GESTION DES STOCKAGES EN RETENTION	28
ARTICLE 7.5.6 – STOCKAGE SUR LES LIEUX D'EMPLOI	28
ARTICLE 7.5.7 – TRANSPORTS – CHARGEMENTS – DECHARGEMENTS	28
ARTICLE 7.5.8 – ELIMINATION DES SUBSTANCES OU PREPARATIONS DANGEREUSES	29
CHAPITRE 7.6 – MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS	29
ARTICLE 7.6.1 – DEFINITION GENERALE DES MOYENS	29
ARTICLE 7.6.2 – ENTRETIEN DES MOYENS D'INTERVENTION	29
ARTICLE 7.6.3 – SANS OBJET	29
ARTICLE 7.6.4 – RESSOURCES EN EAU ET MOUSSE	29
ARTICLE 7.6.5 – CONSIGNES DE SECURITE	30
ARTICLE 7.6.6 – CONSIGNES GENERALES D'INTERVENTION	30
ARTICLE 7.6.7 – SANS OBJET	30
ARTICLE 7.6.8 – SANS OBJET	30
<b>TITRE VIII SANS OBJET</b>	<b>30</b>
<b>TITRE IX SURVEILLANCE DES EMISSIONS ET DE LEURS EFFETS</b>	<b>31</b>
CHAPITRE 9.1 – PROGRAMME D'AUTOSURVEILLANCE	31
ARTICLE 9.1.1 – PRINCIPE ET OBJECTIFS DU PROGRAMME D'AUTOSURVEILLANCE	31
CHAPITRE 9.2 – MODALITES D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTOSURVEILLANCE	31
ARTICLE 9.2.1 – AUTOSURVEILLANCE DES EMISSIONS ATMOSPHERIQUES	31
9.2.1.1 – Autosurveillance des rejets atmosphériques	31
9.2.1.2 – Sans objet	31
9.2.1.3 – Sans objet	31
ARTICLE 9.2.2 – SANS OBJET	31
ARTICLE 9.2.3 – SANS OBJET	32
ARTICLE 9.2.4 – SANS OBJET	32
ARTICLE 9.2.5 – SANS OBJET	32
ARTICLE 9.2.6 – SANS OBJET	32
ARTICLE 9.2.7 – AUTOSURVEILLANCE DES NIVEAUX SONORES	32
CHAPITRE 9.3 – SUIVI, INTERPRETATION ET DIFFUSION DES RESULTATS	32
ARTICLE 9.3.1 – ACTIONS CORRECTIVES	32
ARTICLE 9.3.2 – ANALYSE ET TRANSMISSION DES RESULTATS DE L'AUTOSURVEILLANCE	32
ARTICLE 9.3.3 – SANS OBJET	32
ARTICLE 9.3.4 SANS OBJET	32
ARTICLE 9.3.5 – ANALYSE ET TRANSMISSION DES RESULTATS DES MESURES DE NIVEAUX SONORES	33
CHAPITRE 9.4 – SANS OBJET	33
<b>TITRE X SANS OBJET</b>	<b>33</b>
<b>TITRE XI DISPOSITIONS A CARACTERE ADMINISTRATIF</b>	<b>34</b>
ARTICLE 11. - NOTIFICATION ET PUBLICITE	34
ARTICLE 12. - EXECUTION ET AMPLIATION	34

Ech: 1/1000



du 07 JUIL 2008

